

VISITE DE LA CHANCELIERE ALLEMANDE ANGELA MERKEL AU FORT DE BRÉGANÇON - PROPOS  
INTRODUCTIF DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON LORS DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE  
CONJOINTE

20 AOÛT 2020 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

*Fort de Brégançon, le 20 août 2020*

Mesdames et Messieurs, Madame la Chancelière, Chère Angela,

Je suis extrêmement heureux de vous accueillir aujourd'hui dans le Var, au Fort de Brégançon, ici même où il y a 35 ans, presque jour pour jour, le président François MITTERRAND accueillait le Chancelier allemand Helmut KOHL. Et cet anniversaire place donc notre rencontre d'aujourd'hui sous les meilleurs augures.

C'est la première fois que nous nous retrouvons avec la Chancelière depuis l'accord historique conclu en juillet au Conseil européen sur le plan de relance, fruit d'une initiative franco-allemande inédite scellée le 18 mai et d'un travail d'arrache-pied durant les semaines qui ont suivi. Un plan de 750 milliards d'euros, dont une enveloppe de 390 milliards de subventions, qui permettront de financer une part significative des plans de relance nationaux, mais aussi beaucoup de projets communs que nous souhaitons développer. C'est cette relance solidaire que nous avons actée. Il nous faut désormais la mettre en œuvre et notre discussion d'aujourd'hui a permis de continuer à élaborer cette stratégie commune, avec une volonté sur les domaines les plus technologiques et les domaines stratégiques industriels d'avoir des grands projets franco-allemands et de préparer dans les semaines à venir des initiatives franco-allemandes qui nous permettront d'utiliser de la manière la plus efficace cet argent et ces investissements ensemble et de manière aussi ouverte à tous nos partenaires européens.

Nous avons, lors de l'entretien que nous venons d'avoir, et qui se poursuivra ensuite par un dîner de travail accompagné par l'ensemble de nos délégations, commencé à balayer nombre de chantiers extrêmement importants pour notre Europe et notre relation bilatérale.

Nous vivons des temps qui sont faits de défis. La crise du Covid-19 est le premier de celui-ci, je dirais, au moment où nous nous parlons. Nous en avons longuement parlé, à la fois des situations que nous observons dans nos pays, des mesures que nous prenons pour nous coordonner et souhaiter une meilleure coordination européenne. Nous pourrions y revenir si vous le souhaitez dans le cadre des questions.

Les défis, ce sont aussi les défis technologiques et industriels que je viens d'évoquer, la mise en œuvre du plan de relance sur lequel nous avons préparé une série, là aussi, d'initiatives conjointes. Et c'est également le contexte géopolitique qui est le nôtre.

Nous avons longuement évoqué beaucoup de ces sujets car nous sommes aujourd'hui confrontés à un monde qui se recompose, compte tenu du cycle américain et chinois, et nous avons la conviction profonde, l'un et l'autre, de la nécessité d'avoir une Europe qui prend toute sa place, défend sa souveraineté stratégique, son indépendance, dans la coopération et en respectant les équilibres internationaux et le multilatéralisme, mais qui sait porter son agenda.

C'est cet agenda que nous souhaitons bâtir ensemble en Méditerranée orientale. Nous avons eu l'occasion à plusieurs reprises d'évoquer ce sujet durant l'été, et même avant avec Madame la Chancelière. En Méditerranée orientale, nous avons longuement évoqué ce sujet, notre souhait est de travailler ensemble. Un agenda commun dont l'objectif est évidemment, d'une part, de préserver la souveraineté européenne. Et nous avons, Allemagne comme France, une claire solidarité avec la Grèce et Chypre. Mais nous avons aussi la volonté d'assurer la stabilité de cette région à tous égards et la

volonté de faire respecter le droit international et de favoriser la désescalade. Nos approches n'ont pas toujours été les mêmes dans les modalités, mais elles ont toujours été convergentes dans la volonté de faire de la Méditerranée orientale un espace de liberté, de respect du droit international, de stabilité. C'est le sens de la médiation initiée par l'Allemagne qui, je l'espère, pourra reprendre rapidement. C'est le sens aussi du soutien clair à la souveraineté grecque apporté il y a quelques jours, comme aux initiatives prises avec Chypre précédemment, avec une volonté aussi de maintenir constamment le dialogue avec l'ensemble des parties prenantes et nous aurons dans les prochaines semaines à poursuivre cette coordination. C'est ce que nous avons agréé avec Madame la Chancelière.

C'est aussi l'enjeu de sécurité et de stabilité en Méditerranée qui nous conduit à travailler ensemble sur la Libye. Nous ne pouvons laisser des puissances étrangères s'ingérer dans ce conflit et violer l'embargo sur les armes imposé par les Nations Unies. Notre priorité demeure donc d'obtenir un cessez-le-feu, puis d'enclencher une dynamique vers une résolution politique du conflit libyen. Pour cela, la mission européenne IRINI doit être renforcée et les violations de l'embargo doivent être sanctionnées. Nous poursuivrons ensemble le travail, à la fois pour que l'agenda onusien progresse, et pour que l'ensemble des voisins puissent être pleinement associés à cette évolution.

Nous sommes également revenus sur la situation en Biélorussie à la suite du Conseil européen extraordinaire qui s'est tenu hier. L'Union européenne doit continuer de se mobiliser aux côtés des centaines de milliers de Biélorusses qui manifestent pacifiquement pour le respect de leurs droits, de leur liberté, de leur souveraineté. Un dialogue entre les autorités, l'opposition et la société civile est à cet égard indispensable. Nous souhaitons que ce dialogue puisse être mis en place par les Biélorusses eux-mêmes. Mais l'Union européenne se tient prête néanmoins à accompagner celui-ci si notre rôle de médiation peut être utile et est souhaité par les Biélorusses, avec d'autres institutions, notamment l'OSCE, et en incluant la Russie dans un dialogue exigeant comme nous avons pu le faire, Madame la Chancelière comme moi-même, et encore ce matin, le Président Charles MICHEL, qui a eu l'occasion d'appeler à nouveau le Président POUTINE à l'issue de notre Conseil d'hier.

Nous poursuivrons dans quelques instants nos échanges sur les autres priorités de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne et l'ensemble de notre agenda commun. Une Europe plus solidaire et plus souveraine en matière climatique, en matière numérique, alimentaire, sanitaire, industrielle et sécuritaire. Une Europe aussi unie dans son agenda avec la Chine. Une Europe également unie quand il s'agit de sujets d'intérêt conjoints. Le soutien au Liban, dans la réponse humanitaire comme dans la stabilité. Notre travail ensemble en Afrique, où nous avons aussi multiplié les sujets de coopération dans un contexte, on le sait, marqué en particulier par le coup militaire au Mali.

Je dois dire que c'est cette affirmation d'un modèle européen de solidarité et de liberté, et cette volonté d'avoir une coopération sur tous les sujets entre l'Allemagne et la France, qui nous animent, Madame la Chancelière et moi-même, et sur lequel, depuis maintenant 3 ans, nous œuvrons ensemble.

C'est cet agenda qui nous a permis de progresser, d'obtenir cet accord il y a quelques semaines.

C'est cet agenda qui nous permettra, j'en suis sûr, de faire face aux sujets d'incertitude, aux défis à venir qui ne manqueront pas, mais qui nous permettra, à coup sûr, d'être plus forts.

C'est donc autour d'un dîner amical que nous allons maintenant poursuivre ces échanges et je vous assure que c'est la même amitié qui présidera à nos discussions sur la finale de la Ligue des champions qui se tiendra ce dimanche à Lisbonne et que nous regarderons chacun devant nos postes de télévision.

Je vous remercie, Madame la Chancelière, chère Angela.

